



Ville de passion!

COMMUNE DE SAINT-LOUIS



Liberté - Egalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 954 PRM/DAJ/DA/MT/2023

PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTE N° 758/PRM/DAJ/DA/MJC/2023

- Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1, et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
- Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,
- Vu le Code de Procédure Pénale,
- Vu le Code de la Route,
- Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
- Vu l'article L511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
- Vu la demande modificative de l'entreprise AUSTRAL TELECOM SERVICES reçue le vingt octobre deux mille vingt-trois,
- Vu l'avis n° 466 / 2023 du cinq septembre deux mille vingt-trois de la police municipale,
- Vu l'avis n° 297 / 2023 du cinq septembre deux mille vingt-trois de la Direction Générale des Services Techniques,

Considérant que pour prendre en compte la modification de la durée des travaux d'ouverture de chambre télécom dans le cadre d'une opération d'audit de la fibre optique, il y a lieu de modifier l'arrêté n° 758/PRM/DAJ/DA/MJC/2023,

ARRÊTE

Art. 1. - L'arrêté N° 758/PRM/DAJ/DA/MJC/2023 est modifié comme suit en son article 2.

« Les dispositions du présent arrêté sont effectives jusqu'au jeudi trente novembre deux mille vingt-trois. »

Art. 2. - Les autres dispositions demeurent inchangées.

Art. 3. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports Mooland, à la CIVIS, à l'entreprise AUSTRAL TELECOM SERVICES.

Fait à Saint-Louis, le 03 NOV 2023

Pour La Maire et par délégation,
Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
Conseillère Municipale
Déléguée aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Régie route
- Service communication
- Entreprise AUSTRAL TELECOM SERVICES

LA MAIRE :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative